Mercredi 30 novembre 1977 No 778

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

1er décembre

Le refus s'organise

Le 1er décembre, les dirigeants syndicaux CGT-CFDT-FEN appellent à leur prétendue journée nationale d'action. D'ores et déjà, les réactions se font connaitre sur la participation et à la grève et aux diverses manifestations.

Les syndicats CFDT (métallurgie) de Fos-sur-Mer, Usinor-Dunkerque et de Lorraine ont appelé à ne pas faire grève le 1er. Des sections ont fait de même, tant à la CFDT qu'à la CGT.

D'autre part, samedi dernier, au cours d'une réunion de la coordination des groupes femmes d'entreprises, malgré une vive opposition à la participation à une manifestation de racollage au profit de la gauche, les dirigeants trotskistes ont réussi à obtenir la participation des groupes femmes à cette manifestation. Ce que la gauche ne peut faire, eux peuvent encore temporairement le faire, mais cela ne durera pas.

Magistrate au tribunal de Draguignan

MONIQUE GUEMANN VICTIME DE LA REPRESSION

C'est à une véritable provocation intolérable, que le ministre de la Justice qui vient d'extrader illégalement Klaus Croissant, s'est livré lundi après-midi. Monique Guemann, substitut au tribunal de Draguignan, vice-présidente du syndicat de la Magistrature, vient d'être suspendue de ses fonctions pour une durée indéterminée.

Ce qui est reproché à Monique Guemann, c'est d'avoir déclaré qu'elle condamnait l'extradition de l'avocat de la bande à Baader, maitre Klaus Croissant, en plein tribunal, dans l'exercice de ses fonctions.

Déjà, au 10e Congrès du syndicat de la Magistrature, le week-end dernier, Monique Guemann avait déclaré qu'elle considérait cette déclaration publique comme un simple acte syndical allant de soi. Tous les délégués du congrès lui avaient exprimé leur soutien en cas de sanction éventuelle. Ce qui est aujourd'hui chose faite.

Tous les syndicats du milieu judiciaire ont condamné cette sanction, cet acte de répression d'un gouvernement contesté par ceux-là mêmes qui sont chargés de faire appliquer ses lois : les magistrats des tribunaux.

(Voir nos articles page 3)

Editorial

Mener la lutte pour l'unité des marxistes léninistes

Dimanche 27, à la Mutualité, le PCR (ml) a tenu un rassemblement au cours duquel il a développé son analyse concernant la situation internationale et nationale. Dans une première partie de l'intervention centrale, Marc André a notamment déclaré, dans un passage très applaudi par la salle : «... Nous estimons profondément juste et nous faisons nôtre la thèse du président Mao Tsé-toung formulée en 1974 sur la division en trois mondes du monde actuel, et sur le rôle du mouvement des peuples du tiers monde». Nous nous réjouissons de cette prise de position du PCR (ml) qui vient de confirmer son adhésion à la théorie des trois mondes et affirme sa justesse. Il lui reste cependant à éclaircir un certain nombre de points ayant trait à l'application conséquente de cette ligne stratégique des marxistes-léninistes à l'échelle mondiale. C'est le cas notamment en ce qui concerne les rapports entre le tiers monde et le second monde et la stratégie de Front uni mondial antihégémonique sur laquelle le PCR (ml) n'a pas pris position publiquement de façon claire jusqu'à présent.

Dans la deuxième partie de l'intervention centrale, Charles Villac a abordé la situation politique en France du point de vue des disputes au sein de la gauche, dénonçant aussi bien le caractère bourgeois du PS que le projet de capitalisme d'Etat du PCF. Il a ensuite traité de la position du PCR (ml) par rapport à la bataille politique de 1978. Outre une propagande dénonçant la gauche comme la droite et affirmant la nécessité de la révolution prolétarienne, le PCR (ml) entend travailler à la construction d'un «front de lutte rassemblant ceux qui refusent de constituer une masse de manœuvre pour les partis bourgeois qu'ils soient de droite ou de gauche». Nous n'approfondirons pas ici les conceptions que développe à ce sujet le PCR (ml). Disons simplement qu'à notre avis il n'est guère possible de développer un mouvement de masse opposé à la politique bourgeoise de droite comme de gauche sur la base de revendications politiques et économiques qui ne se démarquent pas clairement et globalement de la politique révisionniste.

Le développement du courant anticapitaliste et antirévisionniste passe par le travail communiste au sein des syndicats et des autres organisations de masse et non pas par un regroupement aux contours flous englobant des militants trotskistes et même du PCF.

Mais c'est surtout de la tactique adoptée par le PCR (ml) quant à sa participation à la campagne électorale que nous allons parler. Lors de l'intervention centrale, il a été déclaré publiquement que «se tiennent actuellement des discussions d'organisations d'extrême-gauche». Il ne s'agit pas d'autre chose que de discussions entre le PCR (ml) qui se réclame du marxisme-léninisme et des organisations trotskistes telles la Ligue communiste de Krivine et l'OCT.

(suite page 3)

• Philippines

Une cour militaire expéditive vient de prononcer trois condamnations à mort à Manille : il s'agit de Benigno Aquino, leader de l'opposition gouvernementale, accusé d'avoir aidé les maquis communistes et de deux dirigeants du Parti communiste philippin, animateur de la lutte armée qui se développe contre la politique réactionnaire du gouvernement Marcos. Ces condamnations ont été prononcées en vertu de la loi martiale instaurée dans le pays, il y a 5 ans, et toujours en vigueur depuis.

Le secrétaire général du Parti communiste philippin, arrêté ces jours derniers, doit également comparaitre prochainement devant cette cour sous l'accusation de «subversion». Il lui est notamment reproché d'avoir «importé des armes en provenance de la frontière chinoise et destinées au maquis de la nouvelle Armée populaire que dirige le parti communiste. La répression qui se déchaine ainsi contre les militants communistes ne peut cacher la faiblesse d'un gouvernement que sa politique antipopulaire isole chaque jour davantage dans le pays.

Droits de l'homme en URSS

Les scéances des audiences Sakharov, consacrées à la situation des droits de l'homme en URSS et dans les pays qu'elle opprime se poursuivent à Rome, enregistrant une série de témoignage des victimes du fascisme en URSS et dans les pays de l'Est.

«Les dissidents ne représentent que la partie visible d'un iceberg dont la partie principale est noyée par la machine répressive»

a déclaré l'économiste soviétique Serguei Pirogov, interné pendant dix ans dans un camp. L'écrivain tchécoslovaque Ivan Binar a dénoncé « la présence quotidienne de la peur » dans son pays. Un appel a été lancé en faveur du biologiste Kovalicev, condamné à 7 ans de prison pour avoir participé aux activités du groupe d'Andrei Sakharov pour le respect des droits de l'homme.

BARRE EN SYRIE

Barre en Syrie c'est la première visite, depuis l'installation d'Assad en 1970, d'un représentant des monopoles européens. Le développement de la situation politique et militaire au Proche-Orient intéresse fort les capitalistes européens.

La «paix retrouvée», en ménageant comme il se doit les intérêts d'Israël, la bourgeoise française espère trouver des conditions favorables à une aide économique avantageuse pour elle dans la région. Cela lui permettrait de revendre des armes à Israël par exemple, diversifier ses fournisseurs d'énergie, pétrole par exemple. Des sociétés d'économie mixte pourraient être mises sur pied pour favoriser la participation des firmes françaises à la réalisation des objectifs du plan quinquennal syrien.

Pour la Syrie, cela est intéressant dans la mesure où cela lui permettra aussi de diversifier ses partenaires économiques.

• Corse

Dominique Capretti comparaitra, le 1er décembre, devant la cour d'appel de Lyon. Il avait été inculpé et écroué à Lyon à la suite de l'affaire du plasticage du Boeing d'Ajaccio, sans aucune preuve. 22 militants corses avaient été inculpés arbitrairement puis relâchés.

Capretti, à la surprise générale, se voyait infliger une peine de 12 mois de prison ferme qu'il refusait en faisant appel. Il a fait une grève de la faim et de la soif de 24 jours.

Le pouvoir d'État français veut accentuer son oppression politique par l'intimidation. Non ! Dominique Capretti ne doit pas retourner en prison.

Hausse des prix

0,8 % de mieux

Malgré son attaque de dernière minute contre les petits commerçants, Barre n'a pu reussir à cacher la réalité : les prix ont augmenté de 0,8 % en septembre. Cela semble satisfaire messieurs les bourgeois puisque Boulin a déclaré en substance que *«nous revenons à un fonctionnement plus normal»*. Qui l'eut-crû !

• Rennes

La JCMLF organise une manifestation contre Sardou

Le lundi 21 novembre, la population de Rennes eut, une fois de plus, un aperçu de la conception bourgeoise de la «liberté d'expression». En effet, ce même soir : la préfecture interdit la parution d'un film «Nous aurons toute la mort pour dormir» à l'initiative de l'Aspel, film relatant la juste lutte du peuple sahraoui contre l'impérialisme, alors qu'elle permet, après une grande publicité, le récital de M. Sardou chantant lui les bienfaits du fascisme («je suis pour» de l'impérialisme («Aux temps bénis des colonies»). C'est ce même Sardou qui méprise la femme à travers ses textes, qui appelle à la violence pour la violence, qui appelle au racisme. Peut-on laisser la parole aux fascistes?

Contrairement à la gauche, la Jeunesse communiste marxiste léniniste de France a lancé un appel à tous les antifascistes pour opposer aux chants pourris de Sardou des chants de lutte et d'espoir du peuple travailleur. Une centaine de personnes ont répondu à cet appel en scandant des slogans , tels que : «Sardou fasciste, raciste, colonialiste, ferme ta gueule!»

Sur les entre-faits, un étudiant est venu nous raconter comment Sardou est aussi un exploiteur. En effet, le CROUS recrutait des étudiants, entre autre pour donner un coup de main pour la «bonne marche» du récital à Sardou : les garçons étaient payés 50 francs pour 6 heures de travail et les filles 30 F pour également 6 heures de travail.

Ainsi il est clair que le mépris de la femme pour Sardou n'est pas qu'en parole .. d'autre part des jeunes qui avaient l'intention d'aller l'écouter sont restés avec nous, et ne sont pas allés au festival, dissuadés dans leur choix en découvrant la vraie nature de Sardou.

Même si notre rassemblement n'a pas été très important du point de vue du nombre, il reste positif dans le sens où cela a permis d'exprimer une opposition virulente, de jeter sinon le doute au moins d'éveiller des prises de conscience chez des jeunes.

LA JCMLF Rennes

* *CROUS. Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires.*

Une délégation chinoise dans la région Midi - Pyrénées

Une délégation chinoise visite actuellement les installations des télécommunications de la région Midi-Pyrénées.

Conduite par Li Lin-chuan, directeur général des télécommunications de la République Populaire de Chine, la délégation a visité à Toulouse le centre régional informatique des télécommunications et le centre téléphonique de Toulouse-Bonnefoy.

Lundi, la délégation s'est rendue à la tour hertzienne de Ramonville et Saint-Agnes.

Sport

L'Afrique du Sud de plus en plus isolée

On se souvient de la lutte des peuples africains pour l'isolement politique du régime raciste de l'Afrique du Sud (boycottage des jeux de Montréal).

Sur le plan sportif, cet isolement se renforce. Ces derniers temps, on apprenait alors que la fédération française de rugby pensait avancer la date de la venue des Sud-africains (prévue pour 1979) que du côté britannique ça commençait à «toussers».

Sans mettre en avant l'aspect politique, la fédération écossaise annonce qu'aller en Afrique du Sud, en 1978, ne l'intéresse plus (!) et du côté des Anglais, qui doivent les recevoir, on redoute avec raison des incidents qui n'avaient pas manqué de se produire déjà en 1973.

Malgré les concessions de la fédération de l'Afrique du Sud, à la fédération française : équipe multiraciale pour la venue en France, il semblerait quand même qu'un courant se dessine pour se ranger du côté des Britanniques.

On ne peut oublier qu'il existe deux fédérations de rugby, en Afrique du Sud, celle des Blancs et celle des Noirs et Métis et que lors de la venue d'équipes étrangères, les spectateurs sont parqués, les Noirs et les Métis derrière les buts, les Blancs sur les côtés ; les faits sont là, l'apartheid existe au niveau du rugby, et au niveau du sport.

Mais pour les fédérations européennes, l'intérêt des peuples est une chose et le profit en est une autre... Pour compenser le «vide» financier qu'entrainerait la non venue des Sud-africains, il est question d'intégrer la Roumanie dans le tournoi des cinq nations. Pour eux, ce n'était qu'un problème de trésorerie ! En tennis aussi, l'Afrique du Sud est de plus en plus isolée. La Colombie ne rencontrera pas l'Afrique du Sud en coupe Davis.

Correspondant Épernay.

• République centrafricaine

Derrière les fastes d'un sacre

Le 4 décembre prochain, le président de la République centrafricaine se proclamera empereur. A cette occasion, l'Union nationale des étudiants centrafricains qui organisait dimanche à Paris un meeting de dénonciation de la situation qui prévaut dans son pays, nous a fait parvenir une déclaration dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

... «La faillite du régime de Bokassa est totale. La situation économique dans laquelle se trouve la République centrafricaine est catastrophique. La bourgeoisie politico-bureaucratique avec en tête Bokassa se ruant sur les miettes que lui laisse l'impérialisme français, a transformé la République centrafricaine en une entreprise personnelle. C'est un lieu commun maintenant que de parler de la confusion entre les fonds de l'État et ceux de la clique Bokassa. Le domaine agricole en donne une illustration patente.

Avec l'«Opération Bokassa» qui a été un fiasco total, Bokassa utilisant le matériel de l'État pour ses propres affaires, est actuellement le plus grand propriétaire centrafricain, partageant ainsi l'économie agricole avec les sociétés monopolistes étrangères et principalement françaises.

Une telle politique ne peut que renforcer notre dépendance à l'égard de l'impérialisme international et accélérer l'exploitation du peuple centrafricain. Ainsi les importations alimentaires croissent chaque année de 20 % en moyenne ; en 1975, elles se chiffraient à 3 milliards de francs CFA.

Parallèlement, la situation du peuple centrafricain est en dégradation constante. Le revenu annuel d'un centrafricain est de 20 000 F. CFA à peine, alors que l'inflation atteint, selon la BIRD, le taux effarant de 125 %.

Dès la proclamation de «l'Empire», Bokassa rançonne pratiquement les masses populaires centrafricaines. Des retenues sont automatiquement opérées sur le salaire des fonctionnaires en guise de «contribution volontaire» au «sacre» ; les lycéens doivent également verser 250 F. CFA de «participation» aux frais du «couronnement».

La contestation du régime est ouverte, malgré les menaces de mort que fait peser l'appareil répressif sur les masses populaires. Pour désamorcer le mécontentement populaire, Bokassa a tenu fin septembre un meeting démagogique, au cours duquel il rejeta la responsabilité de la faillite du régime sur son premier ministre, Patasse.

De nombreux fonctionnaires sont arrêtés et emprisonnés pour avoir demandé le paiement de leurs salaires qui remontent, pour certains, à 10 mois de retard.

Afin de se maintenir, le pouvoir pro-impérialiste de Bokassa recourt à une répression fasciste.

C'est dans ce climat qu'est survenue, le 22 août 1977, l'arrestation de nos camarades Blague, Foky, Sopio et Balenguele Marguerite, à qui le pouvoir reprochait le «non-respect de la nouvelle dénomination du pays». Torturés et bastonnés sauvagement, les trois premiers camarades ont été condamnés le 23 août à 10 ans de réclusion criminelle dont 5 derrière la sinistre cellule «porte rouge» pour détenus «superpolitiques».

A travers nos camarades, les agents de l'impérialisme français de la clique Bokassa ainsi que les agents du social-impérialisme soviétique dirigés par Yagondo, tentèrent vainement de briser l'UNECA.

Grâce à la lutte déclenchée par notre organisation, lutte qui a reçu le soutien de :

– nombreuses organisations révolutionnaires amies

– de nombreuses organisations démocratiques et humanitaires internationales et françaises

– de nombreux journaux réellement démocratiques

– et de nombreux patriotes centrafricains,

le sanguinaire Bokassa a été obligé de libérer inconditionnellement nos quatre camarades, le vendredi 28 octobre 1977.

SEULE LA LUTTE EST PAYANTE !

Arrestations

• En Iran

Deux cents à trois cents personnes auraient été arrêtées en Iran depuis quatre jours, à la suite des importantes manifestations d'opposition au régime qui se sont développées récemment dans le pays et qui auraient fait plusieurs morts ; Ralenties dans la capitale par le déploiement de la répression , les manifestations connaissent actuellement un nouvel essor en province. Des heurts ont eu lieu entre policiers et manifestants, ces jours derniers, à Nowchachr, sur la Caspienne et à Qazvin, à 140 km à l'ouest de Téhéran.

• En Equateur

Cinquante deux ouvriers de la sucrerie «Aztra» ont été arrêtés jeudi pour avoir participé à la séquestration de deux policiers.

Les deux policiers kidnappés ont été retrouvés dans les bureaux du syndicat des ouvriers de «Aztra», les mains liées à une chaise.

Les travailleurs d'«Aztra» qui exigent de meilleurs salaires, sont en grève depuis la seconde quinzaine d'octobre. Vingt-cinq d'entre eux, selon les chiffres officiels, ont péri lors d'une opération d'expulsion des ouvriers par la police.

Par ailleurs, les travailleurs de la sucrerie «El Valdez» annoncent une grève illimitée si le gouvernement ne donne pas satisfaction aux ouvriers des raffineries.

• Afrique du Sud

Deux jeunes Africains ont été blessés par balles et deux autres arrêtés samedi après-midi, lors des obsèques, à Krugersdorp, près de Johannesburg, d'un étudiant Noir de 18 ans mort en détention, Sihpo Malaza.

Environ 15 000 personnes venues de plusieurs cités africaines de la région de Johannesburg ont assisté aux obsèques. Des incidents ont éclaté, la police faisant usage de grenades lacrymogènes et ouvrant le feu.

S. Malaza était détenu depuis le premier juillet par la police de sécurité. Il est le 21e détenu politique mort en détention depuis mars 1976. Sa mort intervient après celle de Steve Biko, chef des mouvements de la Conscience noire. Aucune explication n'a été donnée sur ses causes.

ALLEMAGNE FEDERALE Reportage pages 16-17

Des millions de suspects

L'Humanité rouge bimensuel No 19 est paru

MODIFICATION DANS LE NUMERO DE NOTRE CCP

La lettre D doit être ajoutée à notre numéro de CCP. Celui-ci devient donc 3022672 D la Source. Ne pas oublier donc, de porter cette lettre sur tous les chèques qui nous sont adressés.

• Grande - Bretagne

3e semaine de grève des pompiers

Les trente deux mille pompiers britanniques entamaient lundi leur troisième semaine de grève totale alors que le gouvernement Callaghan s'obstine à refuser de satisfaire leurs revendications légitimes salariales. La détermination des pompiers ne faiblit pas et ils ont annoncés publiquement que même si la Reine d'Angleterre grillait dans son château, ils n'interviendraient pas pour éteindre l'incendie!

Le gouvernement semble avoir perdu son pari, en pensant que la grève serait impopulaire dans l'opinion publique.

Samedi, 10 000 pompiers londoniens ont manifesté dans les rues de la capitale avec leurs femmes et leurs enfants. Ils ont déposé à la résidence du premier ministre une pétition portant plus de 500 000 signatures approuvant leur revendication de 30 % d'augmentation des salaires. Dès maintenant, la rotation pour les piquets de grève lors des fêtes de fin d'année s'organise dans les casernes.

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

Mener la lutte pour l'unité des marxistes léninistes

(suite de l'édito)

Comment justifie-t-il ces discussions contre nature ?... «Nous sommes prêts, déclare-t-il, à discuter avec toute organisation qui se démarque, fut-ce de façon inconséquente avec le révisionnisme et les partis bourgeois de gauche».

En réalité, loin de se démarquer du révisionnisme, ces organisations trotskistes ont au contraire pour rôle de ramener dans le giron de la gauche et à la remorque du PCF des travailleurs qui ont démasqué le révisionnisme partiellement et sur des points concrets. Si elles se disent révolutionnaires, c'est justement pour entrainer la confusion et masquer leur ligne contre-révolutionnaire au service des partis bourgeois de gauche.

Le PCR (ml) prône l'unité des candidatures «d'extrême-gauche» sous prétexte que «(la) multiplicité de candidatures ne peut qu'entrainer la confusion et, en définitive, servir les partis bourgeois». En réalité, c'est bien cette unité avec les trotskistes qui entrainerait la confusion et tournerait le dos aux aspirations profondes de nombreux travailleurs qui veulent reconstruire l'unité de classe du prolétariat détruite par les révisionnistes.

L'unité à laquelle aspirent les travailleurs, c'est bien celle des marxistes-léninistes. Loin d'amener à rester «strictement entre marxistes-léninistes», cette unité est indispensable pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme et permettre sa réorganisation sur des bases prolétariennes. Seule une telle réorganisation peut permettre de développer réellement, de façon à la fois conséquente et large, l'unité prolétarienne et populaire face à la bourgeoisie de droite comme de gauche.

Un petit mot en dit long sur le chemin dans lequel risquerait de se laisser entrainer le PCR (ml) s'il se laisse envoûter par les sirènes trotskistes. «Pour le second tour, nous récusons fermement à l'avance toute position qui, *d'ores et déjà*, consiste à appeler à voter pour la gauche». On pourrait croire que le PCR (ml) récuse *fermement et définitivement une telle position*. Mais ces petits mots «d'ores et déjà» ouvrent au contraire la porte à d'éventuels désistements possibles, car plus loin il est en effet ajouté «en ce qui nous concerne, pour le second tour, c'est l'examen concret de la situation qui nous permettra de trancher». *Comme s'il n'était pas déjà tranché que le capitalisme c'est la crise, que la gauche c'est toujours le capitalisme, comme si des concessions faites à la gauche pouvaient profiter à d'autres qu'à la bourgeoisie.*

Le PCR (ml) déclare par ailleurs : «A propos du premier tour, nous regrettons que certains de nos amis, sans consultation préalable avec nous, aient déjà désigné leurs propres candidats». Il faut être clair. Le PCR (ml) a depuis longtemps déjà désigné ses propres candidats sans avoir sollicité de notre part le moindre entretien sur la question ; voilà des mois que certains d'entre eux ont participé à des meetings publics. Dans la pratique, le PCR (ml) fait depuis quelques temps systématiquement alliance avec les trotskistes alors que nous avons pourtant engagé tant au niveau central qu'à la base des discussions pour l'existence d'un parti marxiste-léniniste unique auquel aspire la classe ouvrière.

N'est-il pas allé récemment, lors de la préparation de la manifestation du 19 novembre contre les mesures Stoléru, jusqu'à faire un communiqué commun avec la Ligue communiste et l'OCT. N'a-t-il pas suivi ces organisations dans certaines manœuvres de division auxquelles elles se sont livrées et qui se sont montrées préjudiciables à la mobilisation la plus large des travailleurs Français comme immigrés. De telles pratiques sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière.

La bataille politique de 1978 devrait être l'occasion de rassembler les forces marxistes-léninistes. Cela exige que la ligne politique défendue par les candidats marxistes-léninistes soit claire, que d'ores et déjà, nous affirmions qu'en *aucun cas* au 2e tour, nous appelerons à voter pour les partis bourgeois de gauche. Cela exige de repousser fermement toute idée d'alliance avec les trotskistes. Comment arracher la classe ouvrière au révisionnisme et la réorganiser sur des bases prolétariennes si l'on bradait la ligne marxiste-léniniste, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Ce serait contraire aux principes du marxisme-léninisme et aux intérêts de la classe ouvrière.

La seule voie pour être en mesure d'organiser largement les travailleurs qui refusent la droite comme la «gauche», c'est de poursuivre le combat pour l'unification des marxistes-léninistes sur la base des principes. Nous appelons tous les militants et sympathisants marxistes-léninistes à se battre pour qu'à la question «Unité avec qui ?», la réponse des organisations marxistes-léninistes soit claire : *unité des marxistes-léninistes, ni unité avec les trotskistes : jamais.*

Les suites de l'affaire Baader et de l'extradition de Klaus Croissant

LE 10e CONGRES DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE QUI S'EST TENU CE WEEK-END A PERMIS AUX JUGES SYNDIQUÉS DE PRÉCISER LEUR POSITION SUR LE TERRORISME ET SUR L'AFFAIRE CROISSANT. COMME AUSSI DE CONDAMNER L'UTILISATION QU'EN FAIT LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU NOM DE LA LUTTE ANTI-TERRORISTE.
CAR C'EST BIEN A UN PERFECTIONNEMENT DE SON SYTEME RÉPRESSIF QUE TRAVAILLE EN CE MOMENT L'ÉQUIPE DE BARRE EN FRANCE.

Ce terrorisme dont on nous bourre le crâne...

Le 10e congrès du syndicat de la Magistrature * a voté deux motions sur le terrorisme et l'expulsion de Klaus Croissant.

La motion votée sur le terrorisme fut la suivante :

«Le syndicat de la Magistrature considère que le problème du recours à la violence ne saurait être examiné qu'en liaison avec le contexte historique, politique et social. Il dénonce en conséquence les méthodes utilisées par la RAF (bande à Baader) et la stratégie qui l'inspire. Il s'indigne toutefois de l'amalgame que l'on pratique entre le terrorisme et ceux qui défendent en toutes circonstances le respect des pratiques démocratiques. Attitude qui conduit peu à peu à assimiler au terrorisme toute contestation politique même non-violente. Cependant, quels que soient les moyens employés et le mobile qui l'inspire, tout citoyen a le droit de bénéficier de toutes les dispositions protectrices des libertés et aucune situation ne permet de justifier un abandon des garanties fondamentales ou l'adoption d'une législation d'exception».

Déjà, le rapport du bureau précisait : *«On peut dès lors considérer que le terrorisme est utilisé par le pouvoir, d'une part peut-être pour détourner l'attention des personnes de motifs d'insécurité plus tangibles et d'autre part, pour mettre en place un ensemble policier et judiciaire qui risque de révéler sa redoutable efficacité non pas tant dans sa lutte contre le terrorisme que contre d'autres modes de contestation du pouvoir, ceux-là parfaitement légaux».*

Les juges ont cité un certain nombre d'exemples les touchant tout particulièrement : la Convention européenne de lutte contre le terrorisme, l'extradition de Klaus Croissant, le fichage du public lors des audiences du procès Croissant, les visites policières à des cabinets d'avocats, les cas de répression contre les juges syndiqués.

Enfin, de façon générale, il faut faire mention de toutes les pression exercées contre les juges, surtout ceux syndiqués au syndicat de la Magistrature, les sanctions dont ils sont menacés quand ils tentent de dénoncer un tant soit peu la mainmise directe du gouvernement sur l'exercice de leur profession. Rappelons les noms des juges Ceccaldi, de Charette, Claude Joly.

Bien sûr, nous ne croyons pas à une indépendance possible de la justice par rapport au pouvoir exécutif (le gouvernement). Les lois, les tribunaux, sont là non seulement pour défendre les riches, mais le système capitaliste lui-même.

Si certains pouvaient encore avoir des illusions sur l'indépendance des juges et des lois, l'affaire Croissant devrait les faire réfléchir. Tout n'était-il pas jugé d'avance ? Peyrefitte ne déclare-t-il pas avec cynisme devant les députés et dans «le Monde» qu'avant même que le jugement ne tombe, «le gouvernement avait pris toute disposition» ?

Toutefois, il est vrai qu'aujourd'hui la mainmise du gouvernement sur les juges se resserre encore. En période de crise, l'État tient à bien contrôler tout son appareil. Il fallait le dire, ce qu'a fait une fois de plus le syndicat de la Magistrature à la lueur de l'affaire Croissant.

*Nous avons déjà présenté un compte-rendu plus général de ce congrès dans notre quotidien d'hier. Il ne faut pas confondre le syndicat de la Magistrature avec l'Union syndicale de la Magistrature, syndicat très intégré au système capitaliste, qui se réunit lui aussi ce week-end.

Le congrès du syndicat de la Magistrature, samedi et dimanche derniers. Une prise de conscience importante.

«La bande à Baader attaque la caserne !»

Depuis le 19 novembre, se déroulent à l'échelon national des opérations d'alerte dans les casernes : surveillance renforcée des casernes, et des dépôts de munitions, gardes renforcées, filtrage serrés des entrées et des sorties, patrouillages militaires en terrain civil, mise en disponibilité d'un quart environ des effectifs...

Quelle est la raison invoquée par les officiers à ce genre d'exercice : *«La bande à Baader, les gauchistes cherchent à attaquer la caserne pour s'y infiltrer, foutre le bordel et y faire des manifestations !»*

Cela n'est pas présenté comme une simple hypothèse d'école, mais comme une réalité : certains hauts-gradés donnaient même des noms de ville où des casernes auraient été attaquées !

C'est toute une preparation idéologique anticommuniste. Les appelés ne marchent pas dans cette propagande : *«on nous prend pour des imbéciles !»* entend-on souvent dire... et le mécontentement gronde.

(d'après des informations d'un soldat)

M. Guemann sanctionnée

(suite de la page une)

«L'acte repressif mené par le Garde des sceaux à l'encontre de Monique Gueman n'est autre chose qu'une vengeance devant toutes les critiques dont fut victime le gouvernement après l'extradition de Klauss Croissant » nous déclarait au téléphone le Syndicat de la magistrature, lundi soir .

«D'autres prises de positions semblables ont déjà eu lieu, sans subir de sanctions. Ce n'est pas la forme qui est ici condamnée (le fait de prendre position publiquement en plein tribunal) mais le fond : la condamnation de l'extradition de Klauss Croissant» nous a précisé le syndicat de la magistrature.

Il nous fut précisé aussi que c'est la première fois qu'un membre du bureau du syndicat est sanctionné de la sorte.

Quand à nous, de même que nous avons dénoncé l'extradition inadmissible de Croissant, nous nous joignons aux protestations contre la sanction qui frappe Monique Gueman.

Contre le terrorisme conseil des ministres restreint

Le gouvernement se prépare à une riposte d'ampleur contre toute contestation, profitant des retombées de l'affaire Baader.

A cet effet, Barre vient de réunir un Conseil des ministres restreint : le couple Giscard-Barre, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères. Quand on voit la composition de ce cénacle réuni à huis clos, on a déjà une petite idée...

Il s'agit tout d'abord de relancer l'action de la police. Les fouilles, perquisitions, contrôles qui se sont multipliés dans tout l'Est de la France aprés la découverte du corps du patron des patrons allemands peuvent en donner un avant-goût. Plus que la chasse aux terroristes, (dont on annonçait au même moment la présence en Hollande...) c'est bien une énorme perquisition contre tout contestataire, révolutionnaire, militant écologique, ou autre, qui était lancée.

Il s'agit aussi de préparer l'armée à des actions de défense *«face au péril rouge»*, comme nous en donnons un exemple par ailleurs.

Il s'agit enfin de renforcer la collaboration entre les gouvernements européens,. La Convention européenne sur la répression du terrorisme, signée à Strasbourg le 10 novembre 1976, attend d'être ratifiée par le Parlement européen pour entrer en vigueur. Toutefois dans les faits, elle fonctionne déjà.

Emploi des jeunes

Témoignage

Alors Monsieur Barrre, les jeunes ne «veulent» pas faire les formations professionnelles qu'on leur offre, ils manquent de «bonne volonté»...?
MAIS IL Y A TOUJOURS UN HIC !

Tout d'abord, en -dessous de 18 ans, ils n'ont que 410 F par mois. Comment vivre avec cela ? Et la plupart du temps, fini le stage, pas de boulot !

Et de toute manière, si vous demandez une formation professionnelle, on trouve toujours une bonne raison pour vous la refuser : trop jeunes ou trop âgé, «trop» de diplomes, ou pas assez, etc.

Et de plus, on se moque des jeunes !

Ainsi, pour devenir ouvrier d'exploitation forestière, à Saint-Laurent, on vous convoque, ce qui veut dire : 15 F pour le repas plus 22 F pour le taxi (de la gare de Charleville, à Saint-Laurent), plus de train pour revenir . c'est la chambre d'hôtel ou le stop.

Sans compter une masse de papiers à fournir : fiche d'état-civil, certificat médical (encore 45 F) etc.

Tout cela pour être tenu dix minutes et s'entendre dire que :

– il faut avoir plus de dix-huit ans, être libéré des obligations militaires.

– avoir plus d'un an d'activité professionnelle.

Ne pourrait-on pas s'inscrire avant sur les papiers ? Ne fait-on pas exprès de faire perdre leur temps et leur argent aux gens pour les décourager de faire toute démarche !?

Un an plus tard :

Un jeune possède un CAP de monteur en charpente métallique, mais est sans boulot parce qu'il n'a que seize ans et demi. Il ne peut plus faire de formation professionnelle en soudure parce qu'elle est déjà inclue dans son CAP. Alors, lui aussi, demande à suivre un stage à Saint-Laurent.

En 1977, changement...

Le stage est accessible aux jeunes de seize ans... mais on n'en prend que 34 et attention... il faut être «non-titulaire d'un diplôme professionnel» *Et on ajoute :* «Bien sûr, la formation est gratuite, seuls les frais d'hébergement relativement réduits sont à la charge des stagiaires».

Ils ne manquent pas d'humour ces messieurs !

Autre exemple : une adolescente se présente au CET pour être prise dans un stage peinture-vitrerie (pour jeunes de 16 ans).

Convoquée à 15 h 5, elle attend dehors, avec les autres candidats, par un froid glacial, jusqu'à 19 h, pour subir un entretien avec le jury. De quoi en décourager un bon nombre. Et que s'entend-elle dire ? «A-t-elle eu des problèmes à l'école ? De toute manière, elle a intérêt à le dire car «on le saura»... (Belle intimidation). Et que font ses parents ? et ses frères et sœurs ?»

Mais quel rapport avec l'apprentissage d'un métier ? C'est du flicage pur et simple. Et pour finir, elle est refusée sans explication, mais on lui a dit lors de l'entretien : «Vous êtes bien jeune» *parce qu'elle vient juste d'avoir 16 ans. Mais faut-il avoir 16 ans ou 16 ans et demi ? Et voilà, sans CAP, elle n'a pas d'allocation de chômage avant six mois. Mais elle est trop jeune pour une formation professionnelle. Que lui reste-t-il à faire ?*

Pas de stage, pas de FPA, alors les cours du soir ? Mais impossible, il faut être salarié ! Le cercle vicieux quoi !

60 millions pour décembre

Des camarades de Lyon-Bron nous écrivent...

«Lier la souscription à la diffusion»

Nous nous efforçons de remédier à l'insuffisance de nos efforts pour la souscription (jusque là nous n'avons envoyé qu'un chèque de 50 F).

J'envoie ci-joint deux nouveaux chèques :

– l'un de 300 F (de la part des militants du PCMLF)

– l'autre de 10,30 F (souscription récoltée sur le marché et à la porte de Paris-Rhône).

Par ailleurs, malgré le résultat modeste obtenu par la souscription lors des diffusions, celle-ci a néanmoins une importance politique pour nous car en même temps nous installons une table régulièrement aux portes de l'usine et sur le marché et nous vendons en moyenne de 10 à 15 numéros du bimensuel ainsi que des classiques ; le produit de ces ventes est règlé directement à la librairie «La Force du livre».

Pour novembre, nous pensons poursuivre cet effort et accentuer nos efforts pour la vente de la brochure «caricatures» que jusque là nous avons eu du mal à placer. Nous envisageons également de passer dans des immeubles proches de l'usine.

Pour résumer, nous nous efforçons de lier la souscription à l'accroissement de notre vente militante du bimensuel car il nous semble important de prolonger notre action au-delà de la fin de l'année.

A propos de la solidarité internationale dans les syndicats

La conférence nationale ouvrière du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui s'est déroulée dans le courant de l'été 1976, a défini l'activité des communistes marxistes-léninistes dans les syndicats sur la solidarité internationale comme suit :

«L'activité conséquente anti-impérialiste et de solidarité internationale a toujours été l'aspect important des syndicats de classe ; c'est aussi ce principe que nous devons relancer au sein des syndicats».

En effet, à l'heure actuelle, les dirigeants syndicaux tant CGT que CFDT rivalisent dans l'art d'«oublier» la lutte anti-impérialiste.

Les dirigeants révisionnistes CGT-PCF orchestrent depuis de nombreuses années une campagne chauvine qui s'est récemment caractérisée par «Fabriquons français» ou «rapatriement des travaux faits à l'étranger» (Fédération livre CGT).

Dans le cadre des luttes opposant des ouvriers à des trusts multinationaux, il est important d'apporter un soutien à ces luttes tant au niveau de notre classe ouvrière que des classes ouvrières d'autres pays.

Contre l'impérialisme français, il est important de soutenir effectivement la lutte pour l'indépendance nationale des colonies. Rappelons à ce sujet que les dirigeants CGT-CFDT parlent de lutte pour l'autonomie. Il est donc nécessaire de développer un travail anti-impérialiste de soutien aux luttes de DOM-TOM surtout chez les postiers, hospitaliers, secteurs où ils sont nombreux.

Mais c'est au niveau de la politique vis à vis du tiers monde qu'il existe de nombreuses possiblités. Par exemple, pour l'Afrique du Sud, il faut lancer une campagne d'explication sur l'apartheid, informer les ouvriers du fait qu'à Lorient, municipalité de gauche, des armes pour les racistes etaient livrées, et que les réductions pour les transports en commun aux soldats racistes d'Afrique du Sud sont accordées.

Du temps de la sale guerre d'Indochine, les dockers de Marseille ont refusé de charger les bateaux à destination des lieux du combat. Ces traditions sont à reprendre.

Les pays du tiers monde pillés par l'impérialisme fournissent des travailleurs à bon marché, ce sont les immigrés parqués dans des ghettos, assassinés par des bandes racistes, expulsés. Il faut accentuer la lutte à leur côté dans le sens de la manifestation du 19 novembre, et à ce titre, dénoncer dans les syndicats la politique ignoble des dirigeants confédéraux de soutien à la bourgeoisie. Il faut militer activement pour que les syndicats soutiennent les revendications des pays du tiers monde pour un nouvel ordre économique et soutiennent la lutte armée anti-impérialiste des peuples du tiers monde (Palestine, Zimbabwe, Thaïlande, Birmanie, Philippines,etc.)

Contre les deux supergrands (URSS et USA), engager un réel travail est nécessaire. A ce sujet, qu'on se souvienne de la position des dirigeants confédéraux de la CFDT s'opposant lors du 37e Congrès confédéral CFDT à l'expulsion du représentant de l'impérialisme US. Au niveau de la CGT, il faut mobiliser activement contre la participation de ce syndicat au congrès de la FSM qui aura lieu à Prague en Tchécoslovaquie occupée.

Fin de la grève à la Littorale

Le problème de la sécurité demeure

Après les négociations du mardi 22 novembre les travailleurs ont décidé de reprendre le travail.

«Nous n'avons pas tout obtenu, c'est un compromis un peu bâtard, mais c'est quand même positif» devait déclarer l'un d'eux.

1) Les trois licenciements ont été annulés par la direction.

2) L'acquis le plus important est sur les salaires. Le salaire minimum sera dorénavant de 2 300 F brut pour 40 heures au lieu de 2 100 F. Les autres salaires seront augmentés de 150 F par mois. La prime de fin d'année sera transformée en 13 e mois pour 1978.

3) Sur la sécurité, les choses sont plus floues. Il a été obtenu la création d'une «commission TEMIK» dans l'entreprise où seront représentés les syndicats et des experts. Les travailleurs demandaient une commission et un contrôle de laboratoire totalement indépendant de l'entreprise.

Il est difficile de dire pour le moment si cette «commission TEMIK»(dans laquelle ne siège aucun représentant des quartiers voisins) donnera le résultat souhaité par les travailleurs.

A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS

En raison des perturbations qui auront lieu le 1er décembre (notamment la grève du Livre), notre quotidien daté du 2 décembre ne paraitra pas.

L'édition hebdomadaire sur 8 pages (comprenant entre autres deux pages sur Paris 2-3e et Paris 18e) paraitra exceptionnellement dans l'édition datée du samedi-dimanche 3-4 décembre.

Pour pouvoir diffuser plus largement ces éditions hebdomadaires, passez vos commandes à l'administration : l'Humanité rouge BP 61-75861 – Paris cedex 18.

• CMB - St Brieuc

En lutte depuis un mois

Depuis plus d'un mois, les travailleurs du Crédit mutuel de Bretagne, sont en lutte pour arracher les revendications suivantes à leur patron :

1) titularisation de tous les temporaires.

2) augmentation égale pour tout le personnel, sans distinction de catégorie (cadre et non-cadre).

3) congé pour enfant malade.

4) 26 jours de congés annuel pour tous.

5) réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail.

Souvent les travailleurs des banques sont considérés comme trop payés... ce n'est pas parce qu'ils sont contraints de porter la cravate que les employés des banques ne sont pas des exploités.

A Crédit mutuel de Bretagne, le salaire d'embauche est d'environ 2 000 F net par mois, toutes primes comprises. Aprés deux ans d'ancienneté, il ne dépasse pas 100 F de plus. Plus de la moitié des salariés de la boite sont classés (donc rémunérés) dans les trois catégories les plus basses des 11 catégories de la grille des salaires. Un bel exemple d'organisation capitaliste des salaires. Un bel exemple d'organisation capitaliste du travail. Les heures supplémentaires sont nombreuses et jamais payées l'emploi des temporaires et des intérimaires de toute sorte se généralise. Enfin, une hiérarchie implacable règne dans la boite.

De tout cela, et du reste les travailleurs du Crédit mutuel de Bretagne en ont assez !

Au mois de novembre nous avons déjà fait plus de trois jours de grève et nous ne pensons pas nous arrêter là, car c'est en luttant classe contre classe que nous avons gagné en 1974 et que nous obtiendrons satisfaction aujourd'hui !

• Michelin Clermond - Ferrand

Premièrement, à la réunion préparatoire de l'avenant, la direction a opposé un non catégorique à toutes les revendications des travailleurs qui avaient débrayé la veille. (HR No 771).

Deuxièmement, le 25 octobre 1977, accident mortel chez Michelin : un chauffeur d'essai s'est tué dans un accident de la route. Le jour de ses obsèques, débrayage de tous ses camarades d'atelier et d'autres travailleurs malgré la volonté de la direction d'envoyer seulement quatre d'entre eux.

Troisièmement, le 2 novembre 1977, les chauffeurs d'essai de l'Adou, ont entamé des actions pour la satisfaction de leurs revendications qui sont :

– reconnaissance de la qualification professionnelle (ils sont OS) et réclament le statut de OQ 2.

– augmentation de salaire et intégration des primes dans le salaire.

Les chauffeurs observent un temps de grève qui varie de 1 à 3 heures par jour. Le mouvement est suivi dans les deux équipes à 95 %. Depuis le 19 novembre, les chauffeurs de la base de Fréjus se sont joints au mouvement à 97 %. Toutes les actions sont décidées et reconduites par les chauffeurs eux-mêmes qui, devant l'intransigeance patronale, sont convaincus que seul le durcissement de la lutte paiera.

OBJETS PERDUS

Lors du rassemblement du 6 novembre, nous avons trouvé les vêtements et objets suivants :

– un bonnet d'enfants : orange,blanc et marron
– une capuche couleur kaki
– une écharpe blanche au crochet
– un sac de voyage blanc avec une étiquette indiquant Marseille

Pour les récupérer, écrivez à :
Humanité rouge BP.61 75861 Paris cédex 18

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57962 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977